

PAR COURRIEL

Québec, le 17 décembre 2025

Monsieur Éric Sévigny
Directeur général
Ville de Sherbrooke
191, rue du Palais
Sherbrooke (Québec) J1H 6J8
eric.sevigny@sherbrooke.ca

Objet : Conclusions et recommandations à la suite d'une divulgation d'actes répréhensibles à l'égard de la Corporation de développement de l'aéroport de Sherbrooke (CDAS)

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint le rapport de la Direction des enquêtes et des poursuites en intégrité municipale (DEPIM) de la Commission municipale du Québec en application de l'article 15 de la *Loi facilitant la divulgation des actes répréhensibles à l'égard des organismes publics* (LFDAROP). Ce rapport contient les conclusions et les recommandations de la Commission concernant la situation portée à son attention et mentionnée en objet.

À la suite de son enquête, la DEPIM conclut que des actes répréhensibles ont été commis à l'égard de la Corporation de développement de l'aéroport de Sherbrooke (CDAS) en raison d'un cumul préoccupant de conflits d'intérêts, une absence de mesures correctives malgré des signalements et une minimisation constante de la gravité des faits.

Conformément à l'article 15 de la LFDAROP, la Commission requiert d'être informée des mesures correctrices mises en place par la Municipalité. À cette fin, par la présente, la soussignée désigne, conformément à la *Loi sur la Commission municipale*, M^e Sylvie Piérard, vice-présidente aux affaires municipales, afin d'assurer le suivi des recommandations de la Commission.

...2

Ainsi, nous vous demandons de faire un suivi des mesures correctrices mises en place à l'adresse secretariat@cmq.gouv.qc.ca d'ici le 31 mars 2026.

Nous vous remercions de votre collaboration et nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Nancy Klein
Présidente par intérim
Commission municipale du Québec

p. j. Rapport intitulé « Conclusions et recommandations à la suite d'une divulgation d'actes répréhensibles à l'égard de la Corporation de développement de l'aéroport de Sherbrooke »

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

DÉCEMBRE 2025

DIRECTION DES ENQUÊTES ET DES
POURSUITES EN INTÉGRITÉ MUNICIPALE

RAPPORT D'ENQUÊTE

Conclusions et recommandations à la suite
d'une divulgation d'actes répréhensibles à l'égard
de la Corporation de développement de l'aéroport de Sherbrooke

Avertissement

Le contenu de ce document expose des faits ayant mené à la tenue d'une enquête, énonce les éléments sur lesquels s'appuie l'analyse et rend compte des conclusions de la Direction des enquêtes et des poursuites en intégrité municipale de la Commission municipale du Québec ainsi que de ses recommandations.

La constatation des faits, les conclusions et les recommandations que contient ce document ne peuvent être considérées comme des déclarations de responsabilité pénale ou civile. Également, les règles de preuve et de procédure adoptées lors de l'enquête administrative sont différentes de celles qui régissent les cours de justice.

Les personnes qui ont collaboré à l'enquête ou qui sont à l'origine de celle-ci ne sont pas identifiées, et ce, dans le respect du principe de la confidentialité et de la protection contre les représailles. Il en va de même de toute information qui permettrait d'identifier l'une ou l'autre de ces personnes.

La Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles interdit à toute personne d'exercer des représailles contre une personne, ou une personne ayant des liens personnels ou familiaux avec cette personne, notamment pour le motif qu'elle a, de bonne foi, fait une divulgation ou collaboré à une vérification ou à une enquête menée pour l'application de la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics* ou a conseillé à une personne de le faire. Il est également interdit de menacer une personne de représailles pour qu'elle s'abstienne de faire une divulgation, de collaborer à une vérification ou à une enquête. Différentes mesures sont prévues en cas d'infraction à ces règles, dont des amendes de 5 000 \$ à 30 000 \$ pour des personnes physiques et de 15 000 \$ à 250 000 \$ pour des personnes morales, de même que des recours administratifs, disciplinaires et civils.

Ce document a été réalisé par la Direction des enquêtes et des poursuites en intégrité municipale de la Commission municipale du Québec.

Il est publié en version électronique à l'adresse suivante : www.cmq.gouv.qc.ca.

ISBN : 978-2-555-02905-7

© Commission municipale du Québec, 2025

Table des matières

1 – Le cadre légal de l’enquête	4
2 – La divulgation.....	4
3 – L’enquête.....	4
4 – Les conclusions	9
5 – Les recommandations	10

1 – Le cadre légal de l'enquête

La Commission municipale du Québec (ci-après « la Commission ») est responsable d'appliquer la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics*¹ (ci-après « LFDAROP ») auprès des organismes municipaux². Pour exercer ces fonctions, la Commission a désigné³ la Direction des enquêtes et des poursuites en intégrité municipale (ci-après « DEPIM ») pour appliquer les articles 17.1 et 17.2 de la LFDAROP. L'article 17.1 de la LFDAROP se lit ainsi :

17.1. Les divulgations concernant les organismes publics visés au paragraphe 9.1° de l'article 2 sont traitées par la Commission municipale du Québec dans le respect des règles prévues aux articles 10 à 15, compte tenu des adaptations nécessaires.

Conformément à l'article 11.1 de la LFDAROP, la DEPIM est investie des pouvoirs et de l'immunité des commissaires nommés en vertu de la *Loi sur les commissions d'enquête*⁴, sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.

Au sens de l'article 4 de la LFDAROP, est considéré comme répréhensible tout acte qui constitue, selon le cas :

- 1° une contravention à une loi du Québec, à une loi fédérale applicable au Québec ou à un règlement pris en application d'une telle loi;
- 2° un manquement grave aux normes d'éthique et de déontologie;
- 3° un usage abusif des fonds ou des biens d'un organisme public, y compris de ceux qu'il gère ou détient pour autrui;
- 4° un cas grave de mauvaise gestion au sein d'un organisme public, y compris un abus d'autorité;
- 5° le fait, par un acte ou une omission, de porter gravement atteinte ou de risquer de porter gravement atteinte à la santé ou à la sécurité d'une personne ou à l'environnement;

6° le fait d'ordonner ou de conseiller à une personne de commettre un acte répréhensible visé aux paragraphes 1° à 5°.

Un acte répréhensible peut être commis ou sur le point d'être commis notamment par un membre du personnel, un actionnaire ou un administrateur d'un organisme public dans l'exercice de ses fonctions ou par toute autre personne, toute société de personnes, tout regroupement ou toute autre entité dans le cadre d'un processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat d'un organisme public ou dans le cadre de l'exécution d'un tel contrat, incluant l'octroi d'une aide financière.

La DEPIM s'est dotée d'une procédure concernant la divulgation d'un acte répréhensible et son traitement, laquelle est accessible sur le site de la Commission à l'adresse suivante : www.cmq.gouv.qc.ca/guides.

2 – La divulgation

La DEPIM a reçu des informations selon lesquelles des actes répréhensibles auraient été commis à l'égard de la Corporation de développement de l'aéroport de Sherbrooke (CDAS).

Selon les informations transmises, le Président du conseil d'administration (CA) de la CDAS et son Directeur général se seraient placés en situation de conflit d'intérêts lors de la mise en réservation gratuite de deux terrains à l'aéroport. Également, le Vice-président se serait placé en situation de conflit d'intérêts lors de l'achat d'un camion de dégivrage par la CDAS.

Aux fins du présent rapport et afin d'éviter toute ambiguïté quant aux personnes mises en cause, les désignations suivantes s'appliquent :

1. le Président et le Directeur général sont identifiés selon les fonctions qu'ils occupent en date des présentes;
2. le Vice-président désigné est celui qui était en fonction entre avril 2024 et mars 2025.

¹ RLRQ, c. D-11.1.

² LFDAROP, art. 2, par. 9.1°, 6, 12.1, 17.1, 17.2 et 34.

³ *Loi sur la Commission municipale*, RLRQ, c. C-35, art. 19.

⁴ RLRQ, c. C-37.

3 – L'enquête

Dans le cadre de son enquête, la DEPIIM doit déterminer si les informations reçues sont avérées et, le cas échéant, si elles constituent un ou des actes répréhensibles en application de la LFDAROP.

Pour ce faire, la DEPIIM a recueilli les documents requis en lien avec les informations reçues et elle a obtenu la version des faits de plusieurs témoins, dont les personnes mises en cause.

3.1 Contexte organisationnel

La CDAS est un organisme à but non lucratif dont la mission consiste notamment à gérer, exploiter, promouvoir et développer l'aéroport de Sherbrooke, ainsi que soutenir le développement économique et commercial de la zone aéroportuaire. La Ville de Sherbrooke (la Ville), propriétaire de l'aéroport, lui confie officiellement ce mandat par le biais d'une entente de service (l'Entente de service). L'Entente de service définit les responsabilités de la CDAS, dont la gestion des opérations courantes, des finances, des baux, du stationnement et de la location de terrains ou locaux, conformément aux directives de la Ville et à la grille tarifaire établie dans le Règlement 1300 de la Ville.

Bien que la CDAS dispose de son propre CA et d'une autonomie juridique, elle fait partie du périmètre comptable de la Ville, puisqu'elle est sous son contrôle et elle en dépend. Les activités de la CDAS sont ainsi consolidées aux états financiers de la Ville. Cela en fait un organisme municipal au sens de la LFDAROP et l'assujettit également à l'examen du Vérificateur général de la Ville.

C'est d'ailleurs ce qui se produit en 2022 lorsque le Vérificateur général publie un audit de performance portant sur la gouvernance et le cadre de gestion de la CDAS. Le rapport identifie des lacunes importantes en matière d'éthique et de contrôle interne. Il formule vingt-six recommandations. Leur mise en œuvre, amorcée en 2022, est toujours en cours.

À la suite de cet audit, la gouvernance de la CDAS est révisée, menant à l'abolition des postes au CA réservés aux élus de Sherbrooke et à la nomination, au printemps 2024, du premier véritable CA composé exclusivement de membres externes au conseil municipal de la Ville.

La période 2022-2024 est également marquée par un important roulement de personnel à la direction générale de la CDAS, alors que six directeurs généraux s'y succèdent avant la nomination de l'actuel Directeur général en mars 2024.

3.2 Terrains pour hangar privé

L'aéroport de Sherbrooke se trouve sur un vaste terrain qui comprend une aérogare, une piste d'atterrissage et plusieurs hangars, dont certains sont privés. À cet égard, des parcelles de terrain sont expressément mises en location afin de permettre l'implantation de hangars privés destinés à l'entreposage d'aéronefs.

Via l'Entente de service, la CDAS agit pour et au nom de la Ville afin d'administrer les baux et de louer les terrains destinés à l'implantation de hangars privés. L'Entente de service stipule toutefois que la CDAS ne peut négocier ni conclure de contrats au nom de la Ville que dans les limites strictes qu'elle prévoit :

4.2 Location de hangars, locaux et terrains

[...], le Gestionnaire est autorisé à procéder à la location de hangars, locaux, terrains ou autres espaces de l'Immeuble au nom du Propriétaire dans le respect des directives raisonnables du Propriétaire, formulées par l'entremise de son Responsable désigné et selon les politiques, programmes, conventions types, échéanciers et budgets approuvés par le Propriétaire en vertu des présentes, le cas échéant.

a) Offres de location et baux

Le Gestionnaire doit négocier et signer au nom du Propriétaire les offres de location et les baux avec tous les locataires présents ou éventuels de l'Immeuble, le tout en respectant la grille tarifaire acceptée par le comité exécutif du Propriétaire.

La CDAS est autorisée à percevoir l'ensemble des loyers liés à la gestion de l'aéroport, lesquels constituent une partie de sa contrepartie pour les services rendus. La Ville fixe les tarifs de location des terrains pour hangars dans son Règlement 1300⁵ et fournit des modèles de baux types à utiliser. En 2024, les revenus issus de la location des terrains de hangars représentent la cinquième source de revenus en importance pour la CDAS.

⁵ Ville de Sherbrooke, Règlement n° 1300.

En 2021, alors qu'il n'occupe encore aucune fonction au sein de la CDAS, le Président signe un bail pour la location d'un terrain destiné à la construction d'un hangar. Le bail prend effet le 1^{er} janvier 2021, est d'une durée de douze mois et comporte une clause de renouvellement automatique pour cinq ans. Il y déclare être pleinement satisfait des lieux loués et ne demander aucune amélioration ni réparation à la Ville. Au moment de sa nomination, d'abord comme trésorier puis comme Président du CA, le bail est toujours en vigueur, la clause de renouvellement automatique ayant été mise en œuvre. Toutefois, il accuse un retard de paiement de loyer depuis 2022, alléguant l'existence d'un litige sur la construction du chemin donnant accès au terrain.

En 2023, alors qu'il est un simple particulier et n'occupe encore aucune fonction au sein de la CDAS, le Directeur général obtient verbalement la réservation d'un terrain en vue d'y construire un hangar privé. Aucun bail écrit ne découle toutefois de cette réservation.

Le 15 mars 2024, soit quatre jours après l'entrée en fonction du Directeur général, celui-ci et le Président, alors trésorier, rencontrent la directrice générale adjointe (DGA) de la CDAS. Interpellés par cette dernière au sujet de l'absence de bail découlant de la réservation verbale ainsi que des retards de paiement de loyer du Président, ils lui demandent de préparer une lettre confirmant, pour les deux prochaines années, la mise en réservation gratuite de leurs terrains respectifs (celui visé par le bail et celui visé par la réservation verbale). En contrepartie, la CDAS conserve le droit d'utiliser ces terrains comme espaces de stationnement extérieur. L'enquête démontre qu'en plus de déroger à l'Entente de service, cette démarche est faite sans autorisation du CA puisqu'il n'existe aucune résolution en ce sens à ce jour.

Au cours de cette même rencontre, le Président demande également à la DGA d'annuler dans le système comptable ses factures de loyer impayées pour les années 2022, 2023 et 2024. La DGA, en fonction seulement depuis 2023, procède à l'annulation des factures des années couvertes par son mandat. À ce jour, la facture de 2022 demeure impayée, aucune mesure de recouvrement n'est prise à l'encontre du Président et elle ne figure plus parmi les comptes en souffrance. Tout comme pour la mise en réservation gratuite, l'enquête démontre que cette démarche, en plus d'être contraire à l'Entente de service, est faite sans autorisation du CA puisqu'à ce jour, il n'existe aucune résolution en ce sens.

À l'été 2024, le Directeur général décide unilatéralement d'utiliser son terrain réservé ainsi que celui du Président

pour y aménager des espaces de stationnement d'avions extérieurs, nécessitant des travaux de nivellement du sol. N'eût été cette décision d'utiliser ces terrains spécifiques, les travaux de nivellement du sol auraient été à la charge des locataires voulant ériger un hangar. En l'espèce, ils ont été effectués aux frais de la CDAS.

3.3 Espace de stationnement dans le hangar B

À l'instar de la gestion des locations des terrains pour les hangars privés, la CDAS agit pour et au nom de la Ville afin de gérer le stationnement, la location de locaux et le remisage à long terme d'avions dans le respect des directives, politiques et budgets approuvés par la Ville. Les revenus provenant de ces locations d'espaces de stationnement intérieurs et extérieurs constituent également une part de la contrepartie perçue pour les services rendus suivant l'Entente de service.

La section 7 du Règlement 1300 de la Ville précise que :

Section 7 – Aéroport de Sherbrooke [...]

9.7.53 Entente

La municipalité peut conclure une entente avec toute personne ou tout organisme pour l'autoriser à facturer, percevoir et recouvrer les frais et tarifs identifiés à la présente section.

La Ville a par la résolution numéro C.M. 2015-1034-00 conclu une entente à cet effet avec la Corporation de développement de l'aéroport de Sherbrooke (C.D.A.S.) inc.

Le règlement définit par la suite les frais exigibles, tels que les frais d'atterrissage, de rampe, de stationnement extérieur, de stationnement à l'intérieur du hangar B et les autres services aéroportuaires.

Par ailleurs, en janvier 2024, le CA de la CDAS adopte par résolution une grille tarifaire qui prévoit notamment les tarifs de stationnement à l'intérieur du hangar B plus onéreux que ceux prévus au Règlement 1300.

Cette grille, tout comme le Règlement 1300, prévoit des tarifs journaliers, hebdomadaires, mensuels et annuels, avec un coût journalier dégressif plus la durée de location augmente.

À partir de septembre 2024, le Directeur général négocie, de sa propre initiative et sans l'aval du CA ou de la Ville, des taux préférentiels pour trois avions d'usagers de l'aéroport qu'il choisit, dont celui du Président. Au lieu d'appliquer le tarif mensuel prévu par la grille tarifaire du CA, il utilise le tarif annuel de cette grille, qu'il répartit sur douze mois, puis facture uniquement ce montant. Ce montant s'avère plus bas que celui normalement applicable tant par la grille tarifaire du CA que le Règlement de la Ville. Par ailleurs, pour l'un des avions, il accorde un tarif encore inférieur à ce montant annuel ajusté sur un mois. Le Directeur général justifie ces taux préférentiels par le fait qu'il demande une contrepartie aux locataires qui ne figurent pas à la grille tarifaire, soit celle de sortir du hangar à sa convenance l'avion stationné, afin de libérer momentanément de l'espace dans le hangar B pour des avions de passage plus payants. Notons par ailleurs que ces taux préférentiels moyennant cette contrepartie n'ont pas été offerts aux autres locataires d'espace dans le hangar B.

En novembre 2024, le Président accepte de payer le tarif annuel ajusté sur un mois pour la location d'un espace dans le hangar B. Il requiert même de payer ce tarif préférentiel après avoir reçu de la DGA une facturation qui se basait sur la grille tarifaire adoptée par le CA.

En plus d'être contraire à l'Entente de service, l'enquête démontre que les taux préférentiels sont offerts sans l'aval du CA puisqu'à ce jour, aucune résolution du CA ne les a autorisés, ni autorisé un projet pilote à cet effet.

3.4 Camion de dégivrage

À l'automne 2022, la CDAS signe un contrat pour la location d'un camion de dégivrage avec une entreprise appartenant au Vice-président qui, à cette date, ne siège pas encore au CA. Le contrat est initialement d'une durée d'un an, débutant en novembre 2022. Un renouvellement automatique est prévu chaque 1^{er} novembre, sauf avis écrit contraire de l'une ou l'autre des parties. Le coût de la location est fixé à 9 000 \$ par année, taxes en sus.

Dans les premiers mois du mandat du Vice-président et du Directeur général, le montage financier d'une importante subvention accordée à la CDAS doit être revu pour diverses raisons. Il est alors proposé d'inclure dans ce nouveau montage une demande de deniers pour l'achat du camion de dégivrage actuellement loué auprès de l'entreprise du Vice-président. En juin 2024, le Vice-président participe aux délibérations et vote sur la résolution visant à modifier le

montage financier, incluant le projet d'acquisition de ce camion. Durant l'été 2024, le nouveau montage financier est accepté par le subventionnaire et un montant de 30 000 \$ y est prévu pour l'achat du véhicule.

En novembre 2024, après avoir été invité à faire preuve de flexibilité dans son offre de vente, le Vice-président soumet à la CDAS la proposition de vente suivante pour son camion :

1. Location du camion pour l'hiver 2024-2025 pour 10 000 \$;
2. Vente du camion en février pour 21 000 \$;
3. Deux formations pour les utilisateurs, d'un montant de 2 000 \$ chacune, prévues en novembre 2024 et novembre 2025.

Le total de l'offre de vente s'élève à 35 000 \$, taxes en sus, réparti sur deux ans.

Cette répartition soulève plusieurs incohérences :

1. Le montant attribué à la location excède celui prévu au contrat de location en vigueur sans qu'il n'y ait eu de préavis tel que stipulé au contrat de location;
2. Le prix de vente retenu à proprement dit évite l'application des règles d'appel d'offres, lesquelles auraient été requises pour une vente au montant total de 35 000 \$;
3. L'entreprise n'a jamais facturé de frais de formation par le passé.

Enfin, la facture finale adressée à la CDAS en février 2025 ne reprend aucunement cette répartition. Elle indique uniquement un prix de vente global de 35 000 \$, sans le ventiler. Il aurait été décidé de ne pas s'engager dans l'avenue d'une ventilation du prix de vente, mais de plutôt convaincre la Ville qu'il y avait lieu de procéder à une vente de gré à gré pour un montant de 35 000 \$.

3.5 Interventions effectuées après la dénonciation de la situation à l'interne

L'enquête révèle par ailleurs que les allégations visées par la présente enquête ont été portées à la connaissance de la CDAS et de la Ville en décembre 2024, entraînant une série d'interventions de leur part.

En décembre 2024, une ressource de la CDAS (la Ressource) signale au Président qu'en plus d'un climat conflictuel au sein de l'organisation, plusieurs situations préoccupantes se produisent. Elle les qualifie de fraudes ou conflits d'intérêts. Elle mentionne notamment : les réservations gratuites de

terrains pour le Directeur général et le Président, les travaux réalisés sur ces terrains, une soumission arrangée pour l'achat du camion de dégivrage appartenant au Vice-président et l'application de tarifs préférentiels par le Directeur général pour certains usagers de l'aéroport, incluant le Président.

Tôt le lendemain de ce signalement, le Président transmet au Directeur général et à la Ressource une lettre demandant l'annulation de son bail de 2021. Il justifie cette demande en précisant que les travaux réalisés à l'été 2024 pour solidifier le sol de son terrain sont bien plus importants que prévu et ils auraient été nécessaires pour l'érection du hangar qu'il projetait de construire en 2026. Il indique qu'« afin d'éviter tout conflit d'intérêts, particulièrement en lien avec [sa] position sur le conseil d'administration, [il] demande par la présente de débiter les démarches pour annuler le bail présent ». Dans son courriel de transmission, il indique qu'il présentera cette lettre au CA lors de la prochaine rencontre. Or, le dépôt de cette lettre ne figure à aucun procès-verbal du CA.

À la suite de ce courriel, la Ressource informe le Président qu'elle ne se sent pas à l'aise avec la situation et qu'elle juge nécessaire d'aviser l'ensemble du CA. Le Président répond qu'il serait possible d'« apporter les corrections sans passer par le CA » et propose « une rencontre à trois, et ensuite on regarde la suite ». Il indique également avoir informé le CA de la situation concernant « son (ancien) terrain ».

Malgré la volonté du Président de traiter la question à huis clos, le CA tient, autour du 13 décembre, deux rencontres : la première sur les préoccupations de la Ressource, et la deuxième pour recueillir les commentaires du Directeur général.

Bien qu'il soit directement visé par les signalements, le Président participe à ces rencontres ainsi qu'à la première analyse menée par le CA. Cette analyse préliminaire, à laquelle participe également le Vice-président, conclut qu'il ne semble pas y avoir de conflit d'intérêts. Le CA identifie plutôt l'ambiance de travail comme principal enjeu et souhaite intervenir pour éviter une escalade de la situation et rétablir une relation de confiance et de collaboration entre la direction générale et la Ressource.

C'est ce qui conduit le CA à mandater, le 16 décembre 2024 en séance extraordinaire, une firme indépendante en matière de ressources humaines pour enquêter sur le climat de travail. Le Président et le Vice-président votent en faveur de ce mandat malgré le fait que certaines des problématiques examinées concernent leurs propres comportements. Le Président signe le contrat avec la firme.

Lors de cette séance extraordinaire, le CA apprend également du responsable désigné par la Ville que cette dernière fera un rapport avec recommandation sur les situations alléguées de fraude et de conflit d'intérêts.

L'enquête sur le climat de travail, menée par la firme indépendante, conduit au congédiement de la Ressource en janvier 2025, sous prétexte notamment de bris de confiance irrémédiable lié aux signalements qu'elle a formulés contre le Directeur général, le Président et le Vice-président. Malgré leur implication directe dans les faits à l'origine du congédiement, le Président et le Vice-président participent au vote autorisant la fin d'emploi. Le même jour, les informations relatives aux allégations de fraude et de conflit d'intérêts sont transmises à la Ville pour production d'un rapport, soit plus d'un mois après leur signalement initial.

Insatisfaite du résultat de son signalement, la Ressource communique avec le cabinet de la mairesse pour partager ses préoccupations. La CDAS réagit en mettant en demeure la Ressource de cesser de divulguer tout document émanant de la CDAS, et ce, à quiconque et dans quelque circonstance que ce soit. Le Président et le Vice-président votent pour autoriser cette démarche, destinée notamment à protéger la réputation des administrateurs visés par les allégations de fraude ou de malversation.

Puis, la Ville produit son rapport sur les situations signalées et conclut à un « potentiel d'apparence de conflit d'intérêts » concernant les terrains réservés gratuitement, mais ne retient pas d'autres situations de conflit d'intérêts. Elle recommande quelques mesures d'optimisation de processus à la CDAS, conduisant notamment le Directeur général et le Président à s'engager à rembourser la valeur des travaux effectués sur leurs terrains réservés s'ils devaient les utiliser.

L'enquête de la DEPIM révèle que la Ressource ayant lancé l'alerte n'a jamais été rencontrée par la Ville, seule la version du Directeur général ayant été colligée et retenue pour statuer sur les situations signalées. Aucune analyse n'a été effectuée concernant la gratuité accordée pour les terrains réservés du Président et du Directeur général, ni sur le fractionnement du contrat d'achat du camion, ni sur l'implication du Vice-président dans la recherche de financement pour l'achat de son camion, et ce, malgré que ces situations faisaient l'objet du signalement.

Le congédiement de la Ressource fait ensuite l'objet d'une transaction et quittance confidentielle, les parties ne s'entendant pas sur les motifs de fin d'emploi. Malgré cette entente prévoyant la confidentialité des circonstances ayant mené à la rupture d'emploi, l'enquête démontre que le

Président a communiqué ces informations à des représentants des Villes de Sherbrooke et de Cookshire-Eaton ainsi que la MRC du Haut-Saint-François lors d'une rencontre en juillet 2025 alors qu'ils sont appelés à défendre leur gestion de l'aéroport.

L'enquête met également en évidence plusieurs manquements de gouvernance impliquant le Président, le Directeur général. Malgré l'adoption en février 2025 d'un Code d'éthique des administrateurs prévoyant un formulaire d'engagement personnel à signer avant le 31 mars, aucun administrateur ne l'a encore signé. De même, le Directeur général n'a toujours pas complété sa déclaration d'engagement et sa déclaration annuelle d'intérêts prévues au Code d'éthique du personnel, adopté à la même période.

Enfin, l'enquête révèle que la déclaration annuelle d'intérêts du Président pour l'année 2025 ne mentionne ni son statut de locataire ni le fait qu'il est un utilisateur régulier de l'aéroport. Par ailleurs, le modèle de déclaration annexé au Code d'éthique des administrateurs ne comporte aucune section relative au statut de locataire.

4 — Les conclusions

De l'avis de la DEPIM, des actes répréhensibles ont été commis à l'égard de la CDAS et ultimement à l'égard de la Ville dans la section qui précède en ce que des administrateurs et la direction générale se retrouvent fréquemment dans des situations de conflit d'intérêts, sans que cela suscite de réelles mesures correctives ou de remises en question. Ces situations sont souvent minimisées, banalisées ou détournées par des discours visant à en atténuer la portée.

4.1 UNE ACCUMULATION PRÉOCCUPANTE DE CONFLITS D'INTÉRÊTS

Comme il appert de la section précédente, au cours des douze mois suivant l'entrée en fonction du Directeur général et la nomination du Président, une quinzaine de situations de conflit d'intérêts ont été relevées.

Le Président et le Directeur général ont tiré avantage de leurs fonctions en obtenant des bénéfices personnels non autorisés par le CA et contraires à l'Entente de service et au règlement de la Ville. Parmi ces avantages figurent la réservation gratuite de terrains, la réalisation de travaux à

même les ressources de la CDAS, ainsi que l'obtention d'un tarif préférentiel pour un espace de stationnement. Le Directeur général a également favorisé des tiers en leur accordant ces tarifs préférentiels.

Le Président et le Vice-président ont aussi participé à des délibérations et voté sur des décisions les concernant directement, notamment en lien avec les suites à donner aux signalements de leurs propres manquements (mandat d'enquête, congédiement, mise en demeure) et avec la recherche de financement pour l'achat d'un camion.

Le Président s'est encore avantagé en intervenant dans le traitement de ses factures, dont certaines ont été annulées à sa demande ou n'ont pas fait l'objet de recouvrement. Enfin, le Vice-président a utilisé sa position pour proposer la vente de son camion en tenant compte du budget disponible et en acceptant de structurer son offre de manière à contourner les règles d'appel d'offres.

Au final, cette série de conflits d'intérêts démontre clairement que certaines décisions ont été guidées par autre chose que l'intérêt de l'organisme, créant des risques sérieux pour sa saine gouvernance – des risques d'autant plus importants que plusieurs de ses administrateurs et dirigeants sont aussi des usagers de la CDAS.

4.2 UNE ABSENCE DE MESURES CORRECTIVES MALGRÉ LES SIGNALEMENTS

Malgré le signalement en matière de conflit d'intérêts, aucune mesure corrective significative n'a été mise en place. Il a fallu un mois et demi avant que les premières allégations soient examinées et l'enquête menée par la Ville s'est révélée incomplète, à la limite bâclée. De plus, les recommandations issues de cette enquête ont pris plusieurs mois avant d'être appliquées. Et le constat s'alourdit : les recommandations formulées par le Vérificateur général sont elles aussi demeurées sans suite pendant plus de deux ans et demi, voire plus pour certaines.

À cela s'ajoutent les manquements aux obligations éthiques de base. Le Directeur général n'a pas rempli les annexes du Code d'éthique, et les administrateurs n'ont pas complété leur engagement au Code d'éthique, malgré des résolutions précises adoptées en février 2025. Une telle absence de conformité est difficilement justifiable, surtout au sortir d'une crise directement liée à des allégations de conflit d'intérêts, où un resserrement exemplaire des pratiques aurait dû s'imposer de lui-même.

Dans la même veine, la déclaration d'intérêts du Président en 2025 demeure muette quant à son statut de locataire de l'aéroport, pourtant au cœur même des allégations à son endroit en décembre 2024. Par ailleurs, le modèle de déclaration n'identifie pas explicitement le statut de locataire de l'aéroport comme source potentielle de conflit d'intérêts, ce qui perpétue une faille maintenant connue.

4.3 UNE MINIMISATION CONSTANTE DE LA GRAVITÉ DES FAITS

La gestion du dossier du bail du Président illustre parfaitement la volonté de minimiser des manquements éthiques. Dès le signalement de la Ressource, le Président a transmis une lettre demandant l'annulation de son bail, mais sans jamais l'opérationnaliser. Aucune mention dans les procès-verbaux n'indique que sa demande ait été examinée par le CA, contrairement à ce qu'il avait annoncé. Le Directeur général a plutôt traité celle-ci et conclu qu'il n'y avait pas lieu d'y donner suite, prétextant la gratuité qu'ils s'étaient eux-mêmes accordée en mars 2024. Résultat : le bail demeure en vigueur et aucun loyer n'a été facturé depuis.

L'attitude du Président renforce ce constat. En plus de sa lettre d'annulation de bail, il a tenté de régler la situation discrètement, demandant par texto que « le problème » soit traité à huis clos. Plusieurs témoins ont par ailleurs minimisé les enjeux, évoquant de « petits montants » ou de la simple « garnotte », comme si la gravité du manquement ne reposait que sur la valeur financière plutôt que sur la nature éthique et institutionnelle des gestes posés.

Cette volonté de minimisation s'est aussi manifestée par des témoignages peu crédibles en cours d'enquête du Directeur général sur les circonstances entourant la mise en réserve gratuite de son terrain et du Président sur le moment où il aurait cessé de payer son bail.

À cela, s'ajoutent enfin des tentatives manifestes de détourner l'attention. Lorsqu'ils ont été confrontés aux situations dénoncées, le Directeur général et le Président ont cherché à détourner la discussion en affectant la crédibilité de la Ressource : le DG a allégué des fautes graves de cette dernière sans jamais poser le moindre geste à leur sujet, et le président a contrevenu à l'entente de fin d'emploi confidentielle, ternissant sa réputation auprès des Villes de Sherbrooke et de Cookshire-Eaton et de la MRC du Haut-Saint-François.

En somme, la banalisation des conflits d'intérêts crée un terrain fertile pour des dérives de plus en plus graves et les attitudes adoptées renforcent une culture où ceux qui soulèvent des problèmes s'exposent à des réactions hostiles ou à des tentatives de détourner la discussion. Ensemble, ces dynamiques découragent la prise de parole, affaiblissent le fonctionnement de l'organisation et permettent aux problèmes de s'aggraver.

5 — Les recommandations

Au regard de ce qui précède, il est recommandé à la Ville de :

1. Déposer le présent rapport à la première séance ordinaire du conseil municipal de la Ville suivant sa publication;
2. Exiger une déclaration d'intérêts des futurs administrateurs de la CDAS avant d'entériner leur nomination;
3. Réaliser un suivi de l'ensemble des recommandations émises par la Ville dans son rapport d'optimisation du 13 février 2025 et de celles émises par le Vérificateur général en août 2022 en établissant un échéancier serré pour leur accomplissement;
4. Dispenser une formation en matière de conflit d'intérêts aux responsables de la gestion de l'Entente;

Il est recommandé au CA de la CDAS de :

5. Statuer officiellement sur la mise en réservation gratuite du terrain pour le Directeur général, et ce, en conformité avec l'entente de gestion avec la Ville;
6. Statuer sur le traitement du bail du Président, conformément à l'Entente de service, notamment afin d'assurer la transparence et le respect des règles prévues au bail pour l'annuler, et recouvrer les sommes dues le cas échéant;
7. Aborder les situations de conflit d'intérêts dénoncées dans le présent rapport et statuer sur l'opportunité de sanctionner les personnes s'étant placées en situation de conflit d'intérêts;
8. Dispenser aux administrateurs et au Directeur général de la CDAS une formation en matière de conflit d'intérêts ainsi que sur les protections contre les représailles;

9. Revoir le formulaire de déclaration annuelle d'intérêts des employés et des membres du CA pour y inclure notamment s'ils ont le statut de locataire de l'aéroport;
10. Se doter d'orientations claires sur les démarches de recouvrement des arriérés à réaliser afin de respecter son obligation prévue à l'article 4.2 e) de l'Entente de service, lesquelles comportent notamment les situations où le CA doit être informé des loyers en retard, et communiquer ces orientations aux personnes responsables de les appliquer;
11. Donner suite aux recommandations du rapport d'optimisation de février 2025 de la Ville et du rapport du Vérificateur général.

Le directeur général de la Ville a été informé des conclusions contenues au présent rapport et il accueille favorablement, et sans réserve, les recommandations.

Le Président, le Vice-président et le Directeur général ont été informés des conclusions contenues au présent rapport. Le Président voit positivement les recommandations.

Québec, le 16 décembre 2025

ORIGINAL SIGNÉ

Direction des enquêtes et des poursuites
en intégrité municipale

**Commission
municipale**

Québec



La saine gestion au bénéfice de tous

